



Homme politique de carrure, son départ de l'ex-parti majoritaire, le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), a été un tournant décisif dans la chute du régime Compaoré. Roch Marc Christian Kaboré, puisque c'est de lui qu'il s'agit, vient d'être élu à la magistrature suprême. Pour mieux le découvrir, nous vous reprenons son portrait publié dans notre édition spéciale de l'élection présidentielle de 2015.

Son engagement politique ne date pas d'aujourd'hui. Puisque pour retrouver les traces de ses premiers pas, il faut remonter en 1975. Alors qu'il atterrit à Dijon, en France, pour des études universitaires en sciences économiques, Roch Marc Christian Kaboré intègre l'Association des étudiants voltaïques, en France, et s'illustre très rapidement par son militantisme syndical. Ce qui lui a valu d'être coopté par la Fédération des étudiants d'Afrique noire de France (FEANF).

Dès son retour au pays, sa maîtrise en sciences économiques et un Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en gestion en poche, le jeune Kaboré est promu, en 1984, directeur général de la Banque internationale des Volta (BIV), devenue par la suite Banque internationale du Burkina (BIB), jusqu'en 1989, année où il accède au poste de ministre des Transports et des Communications. Commence alors une carrière politique qui va conduire Roch Marc Christian Kaboré au poste de Premier ministre, le 22 mars 1994. Bien avant, l'économiste-gestionnaire a eu à occuper des portefeuilles de ministre des Finances en juin, ministre chargé de la Coordination de l'action gouvernementale et de celui chargé des Relations avec les Institutions en 1993. Elu député de la province du Kadiogo en 1992, il est propulsé 1er vice-président de l'Assemblée nationale après avoir été réélu en 1997. Il s'investit davantage dans le parti du président Blaise Compaoré, le CDP, dont il devient, en 1999, le Secrétaire exécutif national.

Après les législatives de 2002 où il siège successivement pour un troisième mandat, Roch Marc Christian Kaboré se voit porté à la tête de l'Assemblée nationale du Burkina Faso. Poste qu'il occupera pendant 10 ans. Remplacé par Soungalo Apollinaire Ouattara, le 28 décembre 2012, M. Kaboré démissionnera du CDP, le 4 janvier 2014 avec une bonne partie de ses camarades membres du Bureau politique national dont Salif Diallo et Simon Compaoré, pour créer trois semaines plus tard, le Mouvement du peuple pour le progrès (MPP).

C'est donc sous la bannière de cette formation politique, que Roch Marc Kaboré, 58 ans, marié et père de trois enfants, est allé à la conquête du fauteuil du président du Faso, le seul qui lui reste étranger dans l'appareil d'Etat.

Lorsque nous l'avons rencontré, le samedi 12 septembre 2015, c'est un candidat très confiant tout sourire, affichant une sérénité qui nous a ouvert les portes de sa résidence. «Je me sens bien, même si nous sommes bousculés. La présidentielle, c'est d'abord la confiance d'un homme avec son peuple», nous avait-il confié. Et pour mériter cette confiance, l'originaire de Zorgho dans le Ganzourgou ne se contente pas de son expérience politique. «Les événements des 30 et 31 octobre 2014 nous ont clairement révélé les attentes des populations, en matière de développement, de justice, d'emploi, un chantier vaste, étant donné que tout est encore prioritaire au Burkina Faso », soulignait-il, en homme averti.

Un programme en trois axes

Son programme de société, selon lui, se décline en trois axes principaux : la réforme des institutions et de l'administration, le développement du capital humain, la redynamisation de tous les secteurs porteurs de richesses et de création d'emplois.

Au nombre des réformes institutionnelles, il y a le passage à la Ve République. «L'expérience de 20 années de la pratique de la Constitution du 2 juin 1991, a montré que cette Constitution présentait de grandes failles, de grandes distorsions dont un président du Faso omniscient et omnipotent. Et il va falloir travailler premièrement à réduire les pouvoirs du chef de l'Etat,

renforcer celui de l'Assemblée nationale qui sera monocamérale, renforcer le verrouillage du mandat présidentiel (5 ans renouvelable une seule fois) », prévoit-il.

Les secteurs-clés comme la santé, l'eau potable et l'éducation, occupent une place de choix dans le programme du MPP, foi du président Kaboré. « Notre conviction est qu'il ne peut y avoir de développement, s'il n'y a pas de formation en adéquation avec les besoins du marché de l'emploi. Nous pensons donc qu'il est important de réorienter les actions, à savoir, développer le préscolaire, mettre un accent sur l'enseignement technique professionnel afin que les jeunes qui sortiront de l'université répondent aux attentes des entreprises », expliquait-il. Dans cette démarche, ajoute-t-il, nous proposons de recruter tous ceux qui détiennent un diplôme universitaire pour combler le manque de personnel enseignant.

« Des atouts non négligeables »

L'ancien maire de Ouagadougou, Simon Compaoré, est l'un des plus proches collaborateurs du candidat vainqueur de l'élection présidentielle de dimanche 29 octobre 2015. Promotionnaire d'université de Roch Marc Christian, leurs relations remontent à 1975 à Dijon, en France, alors qu'ils venaient tous d'arriver en France pour des études. Selon lui, M. Kaboré jouit d'un capital de valeurs humaines qui, ajouté à sa longue expérience, constituent des atouts non négligeables. « Il a pratiquement occupé tous les hauts postes de l'administration burkinabè sauf celui de président du Faso. Ce qui lui fait un capital d'expériences et une maîtrise de l'appareil d'Etat », soulignait-il. Aussi, notait l'ancien maire, l'homme incarne plusieurs valeurs que l'on doit posséder lorsqu'on veut gérer un pays de 17 millions d'habitants : il est calme, pondéré dans ses propos et ne se précipite jamais dans la prise de décision. « C'est un travailleur infatigable et un manager qui a fait ses preuves dans la gestion des hommes, durant son passage dans les hauts postes de l'administration burkinabè », renchérisait un autre collaborateur de Roch, Seydou Zagré, qui a été son directeur de cabinet durant ses 11 ans passés à la tête de l'Assemblée nationale. Autant d'atouts qui lui ont ouvert les portes du palais de Kosyam à l'issue de la présidentielle du 29 novembre dernier, comme le prédisaient ses proches.

Zoom sur le futur locataire de Kosyam

Écrit par Sidwaya

Mardi, 01 Décembre 2015 08:54 - Mis à jour Mardi, 01 Décembre 2015 09:00

Béyon Romain NEBIE

Sidwaya